

Rapport de la réunion de Hornby Island sur la réforme électorale

Date de la réunion : Le 29 septembre 2016

Pour : Le Comité spécial sur la réforme électorale

Envoyé à : erre@parl.gc.ca

Le 29 septembre 2016, 15 personnes se sont réunies pour une réunion de deux heures sur Hornby Island, en Colombie-Britannique, pour animer un débat public sur la réforme électorale. La réunion s'inspirait du questionnaire de l'organisme Représentation équitable au Canada afin de déclencher une discussion des facteurs qui pourraient influencer l'avenir de notre système électoral. La réunion avait pour but de fournir de la rétroaction au Comité spécial sur la réforme électorale. Ce rapport ne comprend pas les détails des réponses individuelles des participants. Il offre plutôt un sommaire des conversations qui ont eu lieu et souligne les sujets dont les participants ont voulu discuter.

1. Les participants appuyaient fermement l'abandon du système uninominal à un tour actuel et l'adoption d'un système où le nombre de sièges correspond au vote national.
2. Un tiers des participants disent avoir voté de façon stratégique à la dernière élection. Bien qu'on ait suggéré que le vote stratégique existerait probablement dans n'importe quel système, tous les participants tenaient à ce que leur vote reflète mieux leurs préférences politiques.
3. Les participants n'appuyaient pas le niveau de pouvoir que notre système actuel accorde au parti gagnant, et la plupart s'entendaient même pour dire que c'est tout à fait non démocratique. Tous les participants préféreraient un système qui obligerait les partis à se consulter, à collaborer, à former des coalitions et à faire des compromis, et qui encouragerait les politiciens à adopter des perspectives politiques plus durables. Certains participants étaient d'accord que ceci serait essentiel à la survie de notre démocratie, et que si notre gouvernement se polarise davantage, il pourrait devenir dysfonctionnel. « Les politiciens devraient toujours pouvoir faire des compromis. » [TRADUCTION]
4. Un thème dominant du débat était l'importance du rôle que les partis devraient jouer dans le fondement de notre système à l'avenir. On a exprimé une défiance et un mécontentement importants en ce qui a trait à la façon dont les partis prennent des décisions et adoptent des politiques, et au manque de transparence de ces processus.
 - Ce sujet a suscité des inquiétudes (et une défiance) quant à un système mixte avec compensation proportionnelle qui donnerait un deuxième vote à un parti, et à la façon dont les candidats complémentaires seraient choisis.

- Les participants favorisaient un système qui faciliterait la participation de candidats indépendants aux élections, et qui découragerait la dominance de deux partis importants.
 - Les participants n'appuyaient pas un système qui faciliterait la création de nouveaux partis – il faudrait atteindre un seuil élevé pour figurer sur un bulletin de vote.
 - Les participants favorisaient un système qui permettrait d'élire un groupe plus divers de représentants, même s'ils étaient d'accord que le succès d'un tel système dépendrait du soutien des partis envers les femmes et les candidats minoritaires.
5. Les participants veulent que le nouveau système soit aussi accessible que possible pour les électeurs. Ils ne veulent pas augmenter considérablement la fréquence des élections.
6. L'ampleur et la composition des circonscriptions furent un autre sujet important du débat. De façon générale, la plupart des participants appuyaient un système de circonscriptions plurinominales assez vastes pour assurer la proportionnalité. Cependant, en tant que résidents d'une circonscription déjà très grande où leurs intérêts particuliers à titre d'insulaires ne sont pas facilement entendus, les participants ne voyaient pas comment une circonscription encore plus grande améliorerait leur niveau de représentation. Nous avons abordé la possibilité d'utiliser des critères autres que les codes postaux pour fonder une circonscription – par exemple, une circonscription des « îles Gulf » serait peut-être plus convenable que de joindre les îles aux plus grandes circonscriptions de l'île de Vancouver.
7. Il y avait un large éventail d'opinions quant à savoir si les députés devraient travailler pour défendre les intérêts de leurs électeurs locaux, ou les intérêts nationaux. Les deux sont importants, mais la question est de savoir à quel point l'« intérêt national » devrait englober les intérêts locaux.
- Ceci étant dit, on s'entendait généralement pour dire que les députés doivent pouvoir écouter et représenter les intérêts locaux.
 - De plus, les électeurs doivent avoir accès à leurs députés, chose difficile dans une grande circonscription.
8. Bien que les participants étaient tous bien éduqués et actifs sur le plan politique, la plupart d'entre eux disaient être mal informés quant aux systèmes de représentation proportionnelle : le système mixte proportionnel, le mode de scrutin à vote unique transférable, ou une option rurale/urbaine hybride.
- En se fondant sur leurs connaissances actuelles, l'appui des participants penchait plutôt vers un mode de scrutin à vote unique transférable par rapport à un autre système.

- Cependant, leur expérience dans le cadre du référendum de la Colombie-Britannique sur le mode de scrutin à vote unique transférable suggère qu'il faudrait des investissements considérables visant à éduquer le public au sujet d'un tel système afin d'améliorer sa compréhension et de raffermir son soutien.
9. La plupart des participants appuyaient le vote obligatoire, bien qu'une personne s'y opposait.
 10. La plupart des participants n'appuyaient pas l'idée du vote en ligne, notamment en raison de la possibilité de pannes, de piratage informatique et de manipulation.

Soumis au nom des participants à la réunion,

Gary Manzer, Hornby Island (Colombie-Britannique)

Alice de Wolff, Courtenay (Colombie-Britannique)